

0%

la mauvaise foi EN PRIME

1) Des éléments de langage fallacieux

Le discours du gouvernement de la Banque s'est axé sur deux points :

✓ A la Banque, la **Rémunération Moyenne des Personnes en Place (RMPP)** croît plus vite que l'inflation. À titre d'exemple elle devrait croître de 2,21% en 2017, pour une inflation estimée à 1,2%. Autrement dit, **les agents devraient s'estimer heureux, à entendre le gouverneur ce sont des privilégiés.**

✓ Chaque euro économisé permettra de combler les déficits publics. Les agents ne doivent pas être égoïstes, il faut sauver la République en danger.

Ces deux arguments tordent la réalité pour tenter de nous faire accepter **un sixième gel du point d'indice en sept ans**. Or ils sont largement contestables :

✓ D'une part, la RMPP inclut les changements de grade et les promotions. Or ces deux processus n'ont pas vocation à maintenir la rémunération des agents, mais à reconnaître leur gain de qualification. N'entrent outre dans son calcul que les agents présents deux années de suite, donc ni les nouveaux recrutés, ni les départs. Or, le nombre de recrutements est non-seulement inférieur à celui des départs à la retraite, mais un nouvel entrant gagne **en moyenne moitié moins** qu'un agent partant à la retraite. Enfin, la RMPP recouvre des réalités très différentes, les gains de plusieurs milliers d'euros de quelques-uns (promotion dans la catégorie des cadres supérieurs) masquant la stagnation des autres. La réalité, c'est qu'aujourd'hui l'écrasante majorité des agents voit son pouvoir d'achat rongé par l'inflation.



✓ D'autre part, avec un dividende de 2,46 milliards d'euros (**soit 210 436 euros par agent**) et 2,04 milliards d'euros d'impôt sur les sociétés (IS), soit 4,5 milliards cumulés, la Banque de France contribue déjà largement au budget de l'État. À titre de comparaison, le dividende de la Banque, c'est 16% des recettes non fiscales d'État, et son IS représente à lui seul 6,2% des 32,9 milliards collectés en 2016. Nous rappelons que si elles sont dues pour partie à des facteurs exogènes, ces recettes sont le fruit du travail des agents qui, soucieux de l'intérêt public, permettent à la Banque de servir à l'État un dividende de près de 20% de ses fonds propres - une rentabilité sans commune mesure.

2) La réalité des faits

Malheureusement pour le gouverneur, ses astuces comptables sont aisément démontables. En effet, la Banque publie chaque année un rapport d'activité, et la vérité y est implacable.

Entre 2006 et 2016, la masse salariale hors cotisations patronales de la Banque s'élevait à 753 millions d'euros par an pour 12 998 agents. En 2016, la masse salariale n'est plus que de 639 millions d'euros pour 11 690 agents.

La masse salariale a donc non seulement baissé de plus de 15%, permettant de substantielles économies pour la banque, mais le salaire moyen a également chuté de 5,6%.

Qu'ils mangent de la brioche !



Les agents travaillent donc plus, pour moins cher, tandis que les 12% d'inflation cumulés en 10 ans et les revalorisations salariales quasi nulles ont largement entamé leur pouvoir d'achat. Et le gouvernement de la Banque est loin d'ignorer la perte d'attractivité de ses concours, puisqu'il a progressivement mensualisé nombre de primes annuelles pour afficher des salaires mensuels à l'embauche plus élevés. Ce qui n'empêche pas le nombre de composants de chuter pour les concours entre 2016 et 2017.

En outre dans le même laps de 10 ans, les salaires cumulés des organes dirigeants de la banque sont passés de 2,3 millions d'euros à 3,1 millions d'euros, soit +35%. Qu'il est aisé de demander des efforts aux autres lorsqu'on a la panse bien pleine... Enfin, l'augmentation du dividende de 922 millions d'euros à 2,464 milliards d'euros (+164% !) montre quant à elle que les marges de manœuvre existent pour éviter aux agents de perdre en salaire réel, sans même parler de la répartition des gains de productivité, sans cesse promise par les gouverneurs successifs et reportée, que la CGT continue à revendiquer.

La guerre du fort au faible

La baisse des salaires et des pensions en euros constants est loin d'être une situation limitée à la seule banque, ou même à la fonction publique. Depuis trente ans, la part des salaires dans la valeur ajoutée tend à baisser à mesure que celle des dividendes reversés augmente. Quant aux gouvernements successifs, ils jugent plus facile de pressurer les citoyens et de dégrader la qualité des services publics que de remettre en cause les 40 milliards de CICE par an, majoritairement au profit des grands groupes, ou de lutter contre la fraude fiscale, estimée à 60 milliards d'euros par an.
